

**Union européenne - Déclaration de  
la haute représentante, Mme  
Federica Mogherini, au nom de  
l'UE, à l'occasion de la Journée  
internationale pour le soutien aux  
victimes de la torture, le 26 juin  
2018**

(Bruxelles, 25 juin 2018)

À l'occasion de la Journée internationale pour le soutien aux victimes de la torture, l'Union européenne réaffirme une nouvelle fois qu'elle attache la plus haute importance à la prévention, à la condamnation et à l'élimination de toutes les formes de torture et des autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Malgré l'interdiction absolue dont elle fait l'objet conformément au droit international, la torture continue d'être pratiquée dans le monde, ponctuellement ou systématiquement, sous différentes formes. Elle peut cibler toute personne - homme, femme ou enfant. La torture est un crime inexcusable dont chaque auteur doit être poursuivi et traduit devant la justice.

Nous continuerons de mobiliser l'ensemble de nos moyens pour protéger tous ceux qui ont été et sont encore exposés à cette violation ignoble des droits de l'homme et de soutenir tous ceux qui luttent très courageusement contre cet acte criminel en menant des actions de sensibilisation, en s'engageant dans des organisations de la société civile ou en aidant les victimes.

La lutte contre la torture et les autres mauvais traitements est inscrite dans les traités et la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et elle constitue un domaine d'action prioritaire essentiel du plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie pour la période 2015-2019.

Nous appliquons une approche globale pour éliminer la torture, y compris l'interdire, la prévenir, lutter contre l'impunité et donner aux victimes les moyens d'obtenir réparation, en combinant dialogues politiques et dialogues sur les droits de l'homme, activités de sensibilisation et assistance financière, notamment par l'intermédiaire de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme et de nos politiques d'aide au développement. En outre, l'UE promeut la nécessité de garde-fous permettant de prévenir la torture dans toutes ses actions et envers les personnes se trouvant dans les situations les plus vulnérables, y compris dans les contextes de la lutte contre le terrorisme, de la gestion de crises et de la migration.

Le rôle des mécanismes internationaux et régionaux ainsi que le rôle majeur joué par les institutions nationales de défense des droits de l'homme et les mécanismes nationaux de prévention sont essentiels pour éliminer la torture. L'UE soutient financièrement leur important travail dans plusieurs pays du monde. La mise en place de mécanismes nationaux de prévention indépendants peut permettre un suivi et un dialogue permanents et, partant,

conduire à des changements significatifs en ce qui concerne la prévention de la torture.

La torture ne pourra être éliminée que si nous nous y employons ensemble au niveau mondial, en unissant nos forces, en définissant des stratégies communes et en menant des actions conjointes. L'interaction permanente avec nos partenaires, aux niveaux régional et multilatéral, ainsi qu'avec la société civile, est essentielle à la réalisation de progrès.

Le lancement de l'Alliance mondiale pour un commerce sans torture en septembre 2017, par exemple, reflète une nouvelle fois l'attachement de l'UE à l'interdiction absolue de la torture, de la peine capitale et des autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Cette initiative commune avec l'Argentine et la Mongolie est une opération mondiale portée par des pays qui s'engagent à prendre des mesures efficaces pour prévenir, limiter et interdire le commerce des biens concernés.

En ce jour particulier, l'UE renouvelle son appel en faveur d'une large ratification et d'une mise en oeuvre effective de la convention des Nations unies contre la torture et de son protocole facultatif et salue les récentes ratifications afghane, australienne, malgache, sri-lankaise et palestinienne.

Alors que la déclaration universelle des droits de l'homme fête son 70e anniversaire cette année, l'Union européenne rappelle que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Guidée par ses principes fondateurs, basés sur l'universalité et l'indivisibilité des droits de l'homme, l'état de droit, ainsi que le respect des libertés fondamentales et de la dignité humaine, l'UE continuera à s'efforcer de prévenir et d'éliminer la torture à l'échelle mondiale et d'offrir aux victimes et aux survivants réparation pour le préjudice subi./.